

INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 99-138-A2 du 31 décembre 1999

NOR : BUD R 99 00138 J

Référence publiée au BOCP

IMPÔTS VERSÉS SPONTANÉMENT

ANALYSE

Titre 4 - Cotisation minimale de taxe professionnelle sur la valeur ajoutée.
Principales notions d'assiette et de recouvrement.

Date d'application : 24/12/1999

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT DIRECT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
TAXE PROFESSIONNELLE ; TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE ; COTISATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 97-066-A2 du 20 mai 1997

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 83

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

L'article 17 de la loi de Finances pour 1996 a institué une cotisation minimale de taxe professionnelle sur la valeur ajoutée, codifiée à l'article 1647 E du code général des impôts.

L'article 44 de la loi de Finances pour 1999, dont un extrait figure en annexe 1, modifie les dispositions relatives à l'assiette et au recouvrement de la cotisation.

La présente instruction a pour objet de présenter aux comptables le nouveau cadre juridique et les modalités de recouvrement qui en découlent.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4ÈME SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

TITRE 4

LA COTISATION MINIMALE DE TAXE PROFESSIONNELLE

SOMMAIRE

TITRE 4 LA COTISATION MINIMALE DE TAXE PROFESSIONNELLE	3
CHAPITRE 1 CADRE JURIDIQUE	4
1. L'ancien dispositif	4
2. La réforme posée par la loi de Finances pour 1999	4
2.1. Champ d'application de la mesure	4
2.1.1. Contribuables concernés	4
2.1.2. Assiette et calcul	5
CHAPITRE 2 MODALITÉS DE RECOUVREMENT SPONTANÉ	6
1. Obligations du redevable	6
1.1. Versement d'un acompte	6
1.1.1. Conditions de versement de l'acompte	6
1.1.2. Calcul de l'acompte	6
1.2. Liquidation définitive et obligations déclaratives	7
1.2.1. Conditions de versement du solde	7
1.2.2. Calcul du solde	7
2. Rôle des services du Trésor	7
2.1. Le comptable compétent pour recevoir les déclarations et les versements	7
2.2. Traitement des déclarations	8
2.2.1. Rôle des comptables	8
2.3. Comptabilisation des opérations	8
2.3.1. Lors de l'encaissement de l'acompte et du solde	8
2.3.2. Lors du remboursement d'excédents de versement	9
CHAPITRE 3 MODALITÉS DE RECOUVREMENT PAR VOIE DE RÔLE	11
1. Rôle des services fiscaux	11
1.1. Contrôle et taxation d'office.....	11
1.2. Emission des rôles individuels	11
2. Rôle des services du Trésor.....	11

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Loi de Finances pour 1999 – Articles 44 A VIII, X à XII et 44 B.....	13
ANNEXE N° 2 : Bordereau-avis de liquidation 1328.TP.AC	14

CHAPITRE 1

CADRE JURIDIQUE

1. L'ANCIEN DISPOSITIF

Avant le 1^{er} janvier 1999, les entreprises dont le chiffre d'affaires dépassait 50 millions de francs devaient acquitter un supplément d'imposition dit « cotisation minimale de taxe professionnelle » lorsque leur cotisation de taxe professionnelle de référence était inférieure à 0,35 % de la valeur ajoutée de l'entreprise concernée.

Les entreprises redevables étaient tenues de s'acquitter spontanément de cette imposition au 31 décembre de l'année en cours, en adressant leur règlement, accompagné de la déclaration correspondante, au comptable du Trésor du lieu de leur établissement principal.

A défaut de paiement spontané de la somme due, dans les délais prévus, les redevables étaient imposés par voie de rôle individuel.

2. LA RÉFORME POSÉE PAR LA LOI DE FINANCES POUR 1999

L'article 44 A VIII, X à XII et 44 B de la loi de Finances pour 1999 modifie le champ d'application et les modalités de calcul et de recouvrement de cette cotisation minimale.

La réforme porte sur les points suivants :

- un aménagement de la période de référence à prendre en compte pour la détermination du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée ;
- un relèvement du taux de l'imposition minimale en fonction de la valeur ajoutée, porté progressivement à 1,5 % de la valeur ajoutée au lieu de 0,35 % précédemment ;
- l'institution d'un acompte pour le paiement du supplément d'imposition.

La cotisation minimale de taxe professionnelle est désormais payable en deux échéances ;

- un acompte à verser avant le 15 décembre de l'année d'imposition ;
- le solde à régler avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition.

2.1. CHAMP D'APPLICATION DE LA MESURE

2.1.1. Contribuables concernés

Conformément aux dispositions du I de l'article 1647 E du code général des impôts, toute personne redevable de la taxe professionnelle est susceptible d'être assujettie à la cotisation minimale, dès lors que son chiffre d'affaires HT est supérieur à 50 millions de francs.

A compter des impositions établies au titre de 1999, la période de référence retenue pour apprécier le montant du chiffre d'affaires est modifiée. En effet, pour l'appréciation de cette limite, il convient de se référer au chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'année d'imposition et non plus à celui réalisé au cours de l'année précédant celle de l'imposition.

2.1.2. Assiette et calcul

Avant le 1^{er} janvier 1999, la cotisation minimale était égale à la différence entre 0,35 % de la valeur ajoutée produite au cours de la période de référence en N-1 et la cotisation de taxe professionnelle établie au titre de N.

Afin de tenir compte au plus près de la réalité économique, la période de référence retenue pour le calcul de la valeur ajoutée est modifiée. Cette période de référence est désormais identique à celle retenue pour le calcul de la valeur ajoutée dans le cadre du plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle.

Désormais, elle est constituée :

- soit par l'exercice de 12 mois clos durant l'année au titre de laquelle l'imposition est établie ;
- soit, à défaut d'un tel exercice, par l'année civile au titre de laquelle l'imposition est établie.

Par ailleurs, le taux appliqué à la valeur ajoutée pour déterminer le montant de la cotisation minimale est relevé.

Il est porté à :

- 1 % en 1999 ;
- 1,2 % en 2000 ;
- 1,5 % en 2001 et les années suivantes.

Le redevable doit spontanément verser un acompte avant le 15 décembre de l'année d'imposition et ensuite liquider définitivement avant le 1^{er} mai de l'année suivante, le supplément d'imposition au moyen de la déclaration prévue à cet effet.

CHAPITRE 2

MODALITÉS DE RECOUVREMENT SPONTANÉ

Le redevable doit spontanément verser un acompte avant le 15 décembre de l'année d'imposition et ensuite liquider définitivement, avant le 1^{er} mai de l'année suivante, le supplément d'imposition.

1. OBLIGATIONS DU REDEVABLE

1.1. VERSEMENT D'UN ACOMPTE

1.1.1. Conditions de versement de l'acompte

L'acompte doit être versé avant le 15 décembre de l'année d'imposition auprès du comptable chargé du recouvrement de l'imposition dont relève l'établissement principal de l'entreprise. Il est accompagné du bordereau-avis 1328.TP.AC sur lequel le redevable doit faire figurer les éléments nécessaires au calcul de cet acompte (cf. fax-similé en annexe 2).

Toutefois, dans un souci de simplification, le contribuable qui dispose, au moment du paiement de l'acompte, de toutes les informations pour procéder à la liquidation définitive de son imposition, a la faculté de remplir toutes ses obligations immédiatement. L'acompte vaut alors liquidation définitive (la case "liquidation définitive" de l'imprimé n° 1328.TP. AC est alors cochée).

Toutes les entreprises qui entrent dans le champ d'application de la cotisation minimale sont redevables d'un acompte.

1.1.2. Calcul de l'acompte

1.1.2.1. Détermination de la valeur ajoutée

Il convient de retenir la valeur ajoutée dégagée au cours de la période précédant celle de l'imposition soit :

- au cours de l'exercice de douze mois clos durant l'année précédant celle au titre de laquelle l'imposition minimale est due ;
- ou, à défaut d'un tel exercice, au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle l'imposition minimale est due.

Toutefois, il est admis, lorsque l'entreprise est en mesure de connaître avec précision avant le 15 décembre de l'année d'imposition le montant de la valeur ajoutée dégagée au cours de l'exercice couvrant la période d'imposition, que l'acompte soit calculé à partir de la valeur ajoutée produite au cours de cette période plutôt qu'à partir de celle dégagée au cours de la période précédente.

Tel peut être le cas d'une entreprise qui a clos un exercice de douze mois avant le 15 décembre de l'année d'imposition.

Dans cette hypothèse, le montant de l'acompte sera égal au montant du supplément d'imposition. Il lui appartient d'informer le comptable chargé du recouvrement de l'imposition que cette liquidation est définitive (cf. case "liquidation définitive" de l'imprimé n° 1328.TP.AC).

1.1.2.2. Taux

Le taux appliqué à la valeur ajoutée est toujours celui prévu par la loi pour l'année au titre de laquelle la cotisation minimale est due, soit 1 % au titre de 1999, 1,2 % au titre de 2000 et 1,5 % à compter de 2001.

1.1.2.3. Montant

L'acompte est égal à 100 % du montant de la cotisation minimale déterminée dans les conditions ci-dessus.

L'entreprise a la faculté, sous sa responsabilité, de réduire son acompte lorsqu'elle estime que celui-ci serait supérieur au montant effectivement dû. Tel peut être le cas d'une entreprise dont la valeur ajoutée diminue fortement ou dont les cotisations de taxe professionnelle augmentent très sensiblement d'une année sur l'autre.

1.2. LIQUIDATION DÉFINITIVE ET OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

1.2.1. Conditions de versement du solde

Sauf s'il a déjà rempli cette obligation avant le 15 décembre de l'année d'imposition, le redevable doit procéder spontanément à la liquidation définitive de l'imposition minimale avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due, auprès du comptable chargé du recouvrement de l'imposition dont relève l'établissement principal de l'entreprise.

Le bordereau-avis 1328.TP.DEF, prévu à cet effet, doit être déposé auprès du même comptable que celui auprès duquel l'acompte a été versé, après avoir été complété par l'entreprise.

1.2.2. Calcul du solde

Dans la plupart des cas, le redevable dispose, à la date de paiement du solde, de l'ensemble des informations requises pour calculer le montant définitif de sa cotisation minimale.

Celle-ci est égale à la différence entre un pourcentage de la valeur ajoutée de l'année (exemple : 1 % de la valeur ajoutée produite en 1999) et la cotisation de taxe professionnelle retenue pour le calcul de la cotisation minimale de la même année. Le montant ainsi obtenu est réduit du montant de l'acompte déjà versé pour déterminer le solde dû ou l'excédent de versement à se faire restituer.

Dans des cas très exceptionnels, l'entreprise peut ne pas disposer des informations requises au moment de la liquidation définitive du solde. Il lui appartient, si elle n'a pas versé d'acompte avant le 15 décembre de l'année au titre de laquelle l'imposition était due, de procéder à une liquidation provisoire selon les règles fixées pour le calcul de l'acompte et d'informer le comptable chargé du recouvrement de l'imposition, de sa situation. La liquidation définitive doit être au plus tard effectuée en même temps que le dépôt de la dernière déclaration des résultats utiles au calcul de la valeur ajoutée.

Tel peut être notamment le cas d'une entreprise qui n'a pas clos d'exercice de douze mois au cours de l'année d'imposition et doit retenir la valeur ajoutée dégagée au cours de l'année civile à partir d'un exercice clos postérieurement au 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition.

2. RÔLE DES SERVICES DU TRÉSOR

2.1. LE COMPTABLE COMPÉTENT POUR RECEVOIR LES DÉCLARATIONS ET LES VERSEMENTS

Le comptable compétent pour recevoir les déclarations accompagnées du paiement de l'acompte et du solde de la cotisation est celui de l'établissement principal de l'entreprise imposée.

2.2. TRAITEMENT DES DÉCLARATIONS

2.2.1. Rôle des comptables

2.2.1.1. Comptable non centralisateur

Dispositions générales concernant les déclarations accompagnées d'un paiement

A réception des déclarations accompagnées des versements correspondants, le comptable s'assure de la concordance entre le montant déclaré et celui du versement effectué.

Il porte ensuite sur la déclaration le timbre de son poste et la date de paiement ; après avoir effectué la comptabilisation du produit encaissé, il adresse les déclarations au comptable centralisateur.

Dispositions spécifiques à l'acompte

Afin de pouvoir procéder à un contrôle sur le montant encaissé au titre de l'acompte, en cas de constatation d'un excédent de versement, lors du dépôt du bordereau-avis de liquidation définitive.

Il convient de conserver dans le poste comptable une photocopie de la première page du bordereau-avis 1328.TP.AC (comportant la date du paiement et le montant versé).

Dispositions spécifiques à la liquidation définitive

Deux hypothèses doivent être envisagées, selon que se dégage un reste à payer ou un excédent à rembourser.

☞ *Encaissement d'un reste à payer*

Si le montant définitif de la cotisation minimale est supérieur au montant de l'acompte, l'entreprise détermine le montant du solde à payer, dans les conditions décrites au 1.2.2. et adresse au comptable la déclaration accompagnée du paiement correspondant.

Après exercice des contrôles prévus au paragraphe ci-dessus (Dispositions générales concernant les déclarations accompagnées d'un paiement), le comptable procède à son encaissement.

☞ *Constatation d'un excédent de versement*

Si le montant définitif de la cotisation minimale, calculé avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle d'imposition est inférieur au montant de l'acompte versé avant le 15 décembre de l'année d'imposition, il convient de constater un excédent de versement.

Dans ce cas, les informations portées par le redevable sont rapprochées de la copie de la page 1 du bordereau-avis d'acompte conservée dans le poste.

Après avoir vérifié la réalité de l'excédent de versement, celui-ci est remboursé dans les 30 jours, déduction faite des autres impôts directs dus par l'entreprise dans le cadre de l'exercice de la compensation légale.

2.2.1.2. Comptable centralisateur

Le comptable centralisateur transmet, au début de chaque mois, les bordereaux-avis de liquidation au directeur des services fiscaux du département.

2.3. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS

2.3.1. Lors de l'encaissement de l'acompte et du solde

2.3.1.1. Par le comptable non centralisateur

Le comptable non centralisateur procède à la comptabilisation des encaissements dont il reporte les références sur les bordereaux déclaratifs.

Les versements sont imputés à la rubrique 300 «*Recettes d'impôts directs*», sous-rubrique «*Impôts sans rôle – Cotisation minimale de taxe professionnelle*».

Ils sont transférés quotidiennement au comptable centralisateur au moyen du bordereau de règlement P 213 A auquel sont joints les bordereaux-avis.

2.3.1.2. Par le comptable centralisateur

A réception de ce transfert, le comptable centralisateur impute le produit transféré au compte 901-140 «*Budget général – recettes – autres impôts directs et taxes assimilées*», spécification 12.02 «*cotisation minimale de taxe professionnelle*».

2.3.2. Lors du remboursement d'excédents de versement

Les excédents de versement sont remboursés par lettre-chèque par le comptable non centralisateur dans le mois qui suit le dépôt des bordereaux-avis de versement.

Il convient de veiller à ce que les sociétés reçoivent leur remboursement dans le délai de 30 jours de la date de dépôt des bordereaux-avis prévu par l'article 1679 septies du code général des impôts.

Les excédents inférieurs à 50 F, dont le montant est apprécié dans les conditions fixées par l'article 1965 L du code général des impôts, ne sont pas remboursés.

Les dispositions prévues par l'instruction codificatrice n° 95-072-A-B2 du 3 juillet 1995 mise à jour le 26 février 1999 sont applicables.

2.3.2.1. Par le comptable non centralisateur

La comptabilisation de l'excédent diffère selon l'année de constatation de la recette budgétaire (acompte ou solde).

Si l'excédent est dégagé dans l'année du versement de la cotisation, le comptable procède à une réduction des recettes imputées à la rubrique 300 «*Recettes d'impôts directs*» sous-rubrique «*Impôts sans rôle – Cotisation minimale de taxe professionnelle*».

Lorsque le versement spontané a été comptabilisé en gestion close (année précédente), le comptable constate une dépense de restitution à la rubrique 303 «*Dépenses diverses du Trésor*», sous-rubrique «*Dégrèvements impôts directs Etat*» pour 1999 et sous-rubrique «*Dégrèvements autres impôts d'Etat*» pour 2000.

L'écriture de constatation de l'excédent de versement à passer dans DDR3 est la suivante :

Crédit négatif	rubrique 300	« <i>Impôts</i> », sous-rubrique « <i>Impôts sans rôle – Cotisation minimale de taxe professionnelle</i> »
----------------	--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ou

Débit	rubrique 303	« <i>Dépenses diverses du Trésor</i> », sous-rubrique « <i>Dégrèvements impôts directs Etat</i> » et sous-rubrique « <i>Dégrèvements autres impôts d'Etat</i> ».	
	Crédit	rubrique 302	« <i>Recettes diverses du Trésor</i> », sous-rubrique « <i>Recettes sans prise en charge - Excédents de versement</i> ».

Pour justifier la dépense à la rubrique 303, le comptable joint au bordereau règlement P213D une copie des bordereaux-avis d'acompte et de liquidation définitive.

L'écriture en DDR3 du remboursement de l'excédent de versement par lettre-chèque est la suivante :

Débit	rubrique 303	« Dépenses diverses du Trésor », sous-rubrique « Excédents de versement ».	
	Crédit	rubrique 306	« Opérations diverses », sous-rubrique « Emission de chèques sur le Trésor – Etat (EDV).

Un relevé des chèques émis P253 est joint au bordereau de règlement P213G.

2.3.2.2. Par le comptable centralisateur

Les intégrations automatiques en CGL des écritures comptables de la Trésorerie via l'application SCR3 s'effectuent de la manière suivante :

Intégration de la sous-rubrique 300 ou 303 précitée :

- Crédit négatif compte 901.140, spécification 12.02
ou
- Débit compte 900.00 « Budget général – Dépenses – Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils » :
 - chapitre 15.01, article 10, paragraphe 11 « Dégrevements, contributions directes Etat » (pour 1999) ;
 - chapitre 15.01, article 10, paragraphe 43 « Autres impôts directs » (pour 2000).
- Crédit compte 390.30 « Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables non centralisateurs ».

Intégration de la sous-rubrique 302 « Excédents de versement » :

- Débit compte 390.30 « Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables non centralisateurs ».
- Crédit compte 466.111 « Excédents de versement constatés par les comptables non centralisateurs ».

Intégration de la sous-rubrique 303 « Excédents de versement » :

- Débit compte 466.111 « Excédents de versement constatés par les comptables non centralisateurs »
- Crédit compte 390.30 « Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables non centralisateurs »

Intégration de la sous-rubrique 306 « Emission de chèques sur le Trésor – Etat (EDV) » :

- Débit compte 390.30 « Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables non centralisateurs »
- Crédit compte 401.1 « Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptables assignataires des dépenses de l'Etat »

CHAPITRE 3

MODALITÉS DE RECOUVREMENT PAR VOIE DE RÔLE

Les redevables qui n'ont pas produit, ou qui n'ont pas complété correctement leur bordereau-avis de liquidation, qui n'ont pas versé les sommes au titre de cette cotisation ou dont le versement est partiel, sont imposés par voie de rôle individuel émis par les services fiscaux et recouvré dans les conditions décrites dans l'instruction codificatrice A1 relative au recouvrement de l'impôt par voie de rôle.

1. RÔLE DES SERVICES FISCAUX

1.1. CONTRÔLE ET TAXATION D'OFFICE

A réception des déclarations, les services fiscaux peuvent effectuer les contrôles suivants :

- contrôle formel afin de détecter les erreurs matérielles,
- contrôle sur pièces pour comparer les éléments constituant l'assiette de la cotisation,
- contrôle sur place à l'occasion uniquement d'une vérification de comptabilité de l'entreprise imposée.

La procédure de taxation d'office par voie de rôle individuel est utilisée par les services fiscaux lorsque ceux-ci constatent :

- un défaut de production de la déclaration ;
- une insuffisance, une inexactitude, une omission dans les éléments servant de base au calcul de la taxe,
- une déclaration qui n'a pas fait l'objet d'un versement spontané dans les délais légaux ou qui a fait l'objet d'un versement insuffisant,
- une réduction irrégulière de l'acompte,
- une absence de liquidation définitive du supplément d'imposition dans les délais légaux.

1.2. EMISSION DES RÔLES INDIVIDUELS

Les rôles individuels émis feront apparaître l'application d'une majoration de 10 % des droits mis à la charge du redevable.

Les dispositions de l'article 1736 du code général des impôts sont applicables à cette majoration.

Les rôles émis par les directeurs des services fiscaux sont adressés aux trésoriers-payeurs généraux pour prise en charge et recouvrement. Leur numérotation est celle des rôles supplémentaires de taxe professionnelle.

2. RÔLE DES SERVICES DU TRÉSOR

Le recouvrement des rôles individuels est effectué par les comptables habilités à recevoir les déclarations et les versements spontanés.

La prise en charge et le recouvrement de ces rôles suivent les règles applicables en matière d'impôts directs.

Ils sont pris en charge au compte 411.83 « *Redevables – Comptables du Trésor – Recettes fiscales – Contributions directes perçues par voie de rôles – Autres impôts d’Etat* », sous-compte 411.831 « *Créances de l’année courante* ».

Ils sont comptabilisés budgétairement au compte 901.120 « *Budget général – Recettes – Autres impôts directs perçus par voie d’émission de rôles* », spécification 2.11 « *Autres impôts d’Etat* ».

ANNEXE N° 1 : Loi de Finances pour 1999 – Articles 44 A VIII, X à XII et 44 B

A. – VIII. – L'article 1647 E du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I set ainsi rédigé :

« I. – La cotisation de taxe professionnelle des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de francs est au moins égale à 1,5 % de la valeur ajoutée produite par l'entreprise, telle que définie au II de l'article 1647 B sexies. Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée à prendre en compte sont ceux de l'exercice de douze mois clos pendant l'année d'imposition ou, à défaut d'un tel exercice, ceux de l'année d'imposition.

« Par exception, le taux visé au premier alinéa est fixé à 1 % au titre de 1999 et à 1,2 % au titre de 2000 ».

2° Au IV, les mots : « avant le 31 décembre de l'année » sont remplacés par les mots : « avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle ».

X. – L'article 1668 A bis est abrogé.

XI. – Il est inséré un article 1679 septies ainsi rédigé :

« Art. 1679 septies. – Les entreprises doivent verser, avant le 15 décembre de l'année d'imposition, un acompte égal au supplément d'imposition visé au II de l'article 1647 E, calculé en retenant la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice de douze mois clos pendant l'année précédant celle de l'imposition ou, à défaut d'un tel exercice, produite durant l'année précédant celle de l'imposition.

« Les entreprises peuvent, sous leur responsabilité, limiter le montant de l'acompte au montant du supplément d'imposition effectivement dû au titre de l'année d'imposition, lorsqu'elles estiment que cet acompte lui serait supérieur.

« Avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition, le redevable doit procéder à la liquidation définitive du supplément d'imposition sur la déclaration visée au IV de l'article 1647 E. Cette dernière est accompagnée, le cas échéant, du versement du solde correspondant. Si la liquidation définitive fait apparaître que l'acompte versé est supérieur à la cotisation effectivement due, l'excédent, déduction faite des autres impôts directs dus par l'entreprise, est restitué dans les trente jours de la date de dépôt de la déclaration.

« Le recouvrement de tout ou partie du supplément d'imposition non réglé, visé au II de l'article 1647 E est poursuivi par voie de rôle émis par le directeur des services fiscaux ».

XII. – A l'article 1762 octies, les mots : « le défaut de paiement dans le délai prévu au premier alinéa du IV de l'article 1647 E » sont remplacés par les mots : « le défaut ou l'insuffisance de paiement de l'acompte ou du solde dans les délais prévus à l'article 1679 septies ».

B. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° L'article L. 169 A est complété par un 8° ainsi rédigé :

« 8° au supplément d'imposition visé au II de l'article 1647 E. » ;

2° Le dernier alinéa de l'article L. 174 est supprimé.

ANNEXE N° 2 : Bordereau-avis de liquidation 1328.TP.AC

cerfa
N° 00000 # 01
N° 00000 # 01
Formulaire obligatoire en vertu des art. 1679 septies
du Code général des impôts

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

N° 1328-TP-AC
(Novembre 1999)

TAXE PROFESSIONNELLE
Cotisation minimale sur la valeur ajoutée

BORDEREAU-AVIS D'ACOMPTE
ET DE VERSEMENT DE LA TAXE
ANNÉE 1999

Cachet du centre départemental d'assiette

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

DÉNOMINATION ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL	1. Numéro SIREN de l'entreprise	2. CODE NAF
3. Nom et prénom ou dénomination de la personne morale..... 4. Désignation de la tour, du bâtiment (éventuellement) Numéro dans la voie, type et nom de la voie Code postal et commune de destination ou bureau distributeur		

EURO

5. ACTIVITÉ PRINCIPALE EXERCÉE

Déclaration souscrite en
☐ Francs ☒ Euros
 Veuillez cocher obligatoirement une case
 Se reporter au renvoi ①, page 4, pour les indications

IMPORTANT

Cette déclaration doit être envoyée **avant le 15 décembre 1999** accompagnée du versement de l'impôt correspondant à la Trésorerie dont relève votre principal établissement ②.
 Reportez le montant à payer dans le cadre ci-dessous.
 N'omettez pas de dater et de signer la déclaration avant de la transmettre au comptable du Trésor.
 Sanctions en cas de défaut de production et (ou) insuffisance de versement (cf. renvoi ③).

MONTANT DU VERSEMENT ACCOMPAGNANT LE BORDEREAU

(Report du montant inscrit page 3, cadre E) ☐ ACOMPTE
☐ LIQUIDATION DÉFINITIVE
 (cf. précisions page 3 et renvoi ④, page 4).....

Euro : assurez-vous d'avoir coché l'unité monétaire de la déclaration dans le cadre situé ci-dessus.
 Vérifiez également la cohérence entre l'unité monétaire choisie et les éléments déclarés pages 2 et 3.

Cochez la case correspondant au mode de paiement utilisé ⑤ : ☐ Par virement bancaire
☐ Autres moyens de paiement

A le
 Signature :

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration
 si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise :

Téléphone :

CADRE RÉSERVÉ AU COMPTABLE DU TRÉSOR

Date de paiement :
 Écriture n°
 En date du (1)

Cachet de la Trésorerie

(1) Si elle diffère de la date de paiement.

ANNEXE N° 2

Attention : lorsqu'il existe un renvoi cerclé, ex. ③, consulter les précisions données page 4.

INDICATIONS GÉNÉRALES

En application des dispositions de l'article 1647 E du Code général des impôts, les entreprises sont assujetties à un supplément d'imposition lorsque :

- leur chiffre d'affaires (hors taxes) excède 50 millions de F ;
- et leur taxe professionnelle de référence est pour 1999 inférieure à 1 % de la valeur ajoutée.

Le supplément d'imposition est égal à la différence entre 1 % de la valeur ajoutée de 1999 et la cotisation de taxe professionnelle de la même année (case 46 ou 47 de l'imprimé n° 1325 TP) éventuellement corrigée.

À compter de l'année 1999 :

- Le **chiffre d'affaires de référence** est celui réalisé au cours de l'exercice de 12 mois clos pendant l'année d'imposition, ou à défaut d'un tel exercice, au cours de l'année civile au titre de laquelle l'imposition est établie.
- Le supplément d'imposition doit être acquitté par voie d'acompte à verser spontanément avant le 15-12-1999 au comptable du Trésor (article 1679 septies du CGI). Le solde, accompagnant la déclaration visée au IV de l'article 1647-E, doit être réglé avant le 1^{er} mai 2000.
- L'acompte est calculé en retenant la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice de 12 mois clos pendant l'année précédant celle de l'imposition, ou, à défaut d'un tel exercice, la valeur ajoutée produite durant l'année précédant celle de l'imposition (cf. précision : renvoi ④).

PRÉCISIONS :

- Si l'entreprise dispose, au moment du paiement de l'acompte, de tous les éléments pour procéder à la liquidation définitive de son imposition (cf. renvoi ④), elle a la faculté de remplir toutes ses obligations dès la rédaction de cet imprimé accompagné du paiement. Dès lors, il convient de compléter tous les éléments permettant de liquider l'imposition supplémentaire et de préciser page 1 qu'il s'agit d'une **liquidation définitive**.
- Lorsque l'entreprise estime que l'acompte est supérieur au montant du supplément d'imposition effectivement dû, elle peut sous sa responsabilité, limiter le montant de l'acompte à due concurrence.

B DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE PAR L'ENTREPRISE EN 1999 ④ à ⑥

AU COURS DE L'EXERCICE		DU		1999		DU		1998	
I. CONTRIBUABLES TITULAIRES DE BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX OU RELEVANT DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS Les renseignements utiles seront extraits des tableaux annexés aux déclarations n° 2031 ou 2065 N									
2	VENTES DE MARCHANDISES			9	ACHATS DE MARCHANDISES (DROITS DE DOUANE COMPRIS)				
3	PRODUCTION VENDUE - BIENS			10	VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES) ⑤				
4	PRODUCTION VENDUE - SERVICES ⑦			11	ACHAT DE MATIÈRES PREMIÈRES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS (DROITS DE DOUANE COMPRIS)				
5	PRODUCTION STOCKÉE			12	VARIATION DE STOCK (MATIÈRE PREMIÈRE, APPROV.)				
6	PRODUCTION IMMOBILISÉE			13	AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES ⑧ LOYERS : CF. EXCLUSIONS				
7	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION REÇUES			14	AUTRES CHARGES ⑩				
8	AUTRES PRODUITS			15	A) TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES AUTRES QUE LA TVA, CONTRIBUTIONS INDIRECTES (DROITS SUR LES ALCOOLS ET LES TABACS, ETC.), TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ⑪ B) AMORTISSEMENTS SE RAPPORTANT AUX BIENS DONNÉS EN CRÉDIT-BAIL OU AUX BIENS CORPORELS DONNÉS EN LOCATION POUR UNE DURÉE DE PLUS DE 6 MOIS OU EN LOCATION-GÉRANCE ⑫				
TOTAL I A (lignes 2 à 8) ➡				TOTAL I B (lignes 9 à 15) ➡					
II. CONTRIBUABLES TITULAIRES DE BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX Les renseignements utiles seront extraits de la déclaration n° 2035									
16	MONTANT NET DES RECETTES PROVENANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION NON COMMERCIALE ⑬			19	ACHATS				
17	GAINS DIVERS (À L'EXCLUSION DES REMBOURSEMENTS DE CRÉDIT DE TVA)			20	VARIATION DE STOCK ⑭				
18	TVA DÉDUCTIBLE AFFÉRENTE AUX DÉPENSES VISÉES AUX LIGNES 19 À 24 CI-CONTRE ⑮			21	TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS ⑯				
				22	LOYERS, CHARGES LOCATIVES, LOCATION DE MATÉRIEL ET DE MOBILIER : - LOYERS : CF. EXCLUSIONS ⑰ - DÉPENSES PERSONNELLES ⑱				
				23	FRAIS DE TRANSPORT ET DÉPLACEMENT				
				24	FRAIS DIVERS DE GESTION				
				25	TVA INCLUSE DANS LES RECETTES VISÉES LIGNE 16 ⑲				
TOTAL II A (lignes 16 à 18) ➡				TOTAL II B (lignes 19 à 25) ➡					
26	III. VALEUR AJOUTÉE PRODUITE : TOTAL I A - TOTAL I B OU TOTAL II A - TOTAL II B ➡								

ANNEXE N° 2

C CALCUL DE LA COTISATION MINIMALE							
Valeur ajoutée x 1 % (ligne 26 x 1 %) :				K			
D RÉCAPITULATION DES IMPOSITIONS DE TAXE PROFESSIONNELLE ÉTABLIES AU TITRE DE 1999							
I. IMPUTATION DES DÉGRÈVEMENTS ACCORDÉS OU DEMANDÉS PAR ÉTABLISSEMENT							
Code du département	ADRESSE DE CHAQUE ÉTABLISSEMENT AYANT DONNÉ LIEU À IMPOSITION (commune, rue et n°, ou lieu-dit) dans l'ordre d'imputation du dégrèvement demandé	Numéro du rôle	Montant brut des cotisations (ligne 26 + ligne 8) de l'avis d'imposition n° 1325 16	Cotisation de référence Report de la col. 46 (47 si euros) de l'avis d'imposition n° 1325 17	Dégrèvements au titre de chacun des établissements obtenus ou demandés 18	Dégrèvements correspondant à la cotisation de référence col. 6 x $\frac{\text{col. 5}}{\text{col. 4}}$	Cotisation de référence après imputation des dégrèvements corrigés (col. 5 - col. 7)
1	2	3	4	5	6	7	8
TOTAUX							
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état établi sur le même modèle			I →				
II. IMPUTATION DES DÉGRÈVEMENTS ACCORDÉS OU DEMANDÉS AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE							
Montant de ces dégrèvements <small>(dégrèvement transitoire, dégrèvement pour réduction d'activité) 19</small>		×	Part correspondant aux cotisations de référence <small>(Total I col. 5 Total I col. 4)</small>		=	II →	
III. COTISATION DE RÉFÉRENCE DÉDUCTION FAITE DES DÉGRÈVEMENTS (I - II) = L							
E SUPPLÉMENT D'IMPOSITION À PAYER							
K - L =				M			
Somme à reporter page 1							

ANNEXE N° 2

EXPLICATIONS CONCERNANT LES RENVOIS

- ❶ **Déclaration souscrite en euros** : pour les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 1999, les entreprises ayant opté pour une comptabilité en euros à compter de cette date peuvent sur option établir leur déclaration 1328-TP-AC en euros. **L'option est irréversible.**
Quelle que soit l'unité monétaire choisie, veuillez compléter le cadre euro situé page 1 de la déclaration.
- Règles d'arrondis :**
- arrondis de conversion : le taux de conversion est de : 1 euro = 6,55957 F.
Chaque opération de conversion doit être effectuée à l'aide de ce taux, soit par une multiplication (euro/franc), soit par une division (franc/euro) ;
 - arrondis fiscaux : pour les sommes exprimées en euros : la somme sera exprimée avec 2 chiffres après la virgule, avec un arrondi au cent le plus proche, en fonction de la valeur de la troisième décimale :
 - si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi s'effectue au cent inférieur (ex. : 296,513 arrondi à 296,51),
 - si le troisième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, l'arrondi s'effectue au cent supérieur (ex. : 296,516 arrondi à 296,52).
- ❷ Le principal établissement s'entend de celui retenu pour le dépôt de la déclaration annuelle des résultats.
- ❸ En cas de paiement par chèque bancaire ou postal, libeller obligatoirement le chèque à l'ordre du TRÉSOR PUBLIC.
En cas de paiement par virement sur le compte du Trésor à la Banque de France [ou à l'IEDOM (Institut d'émission pour les départements d'outre-mer) dans les DOM], rechercher les références de ce compte sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle n° 1325 de l'établissement principal (cadre « Renseignements-reclamations »). Le motif de l'opération est le suivant : TPCMVA.
Le paiement par virement est obligatoire pour tout règlement supérieur à 500 000 F (art. 1681 sexies du Code général des impôts).
- ❹ **Détermination de la valeur ajoutée pour le calcul de l'acompte :**
Principe : la valeur ajoutée retenue est celle dégagée au cours de la période précédant celle de l'imposition.
Exception : dès lors que l'entreprise connaît avec précision, avant le 15 décembre de l'année d'imposition, le montant de la valeur ajoutée dégagée au cours de l'exercice couvrant la période d'imposition, il est admis que l'acompte soit, calculé à partir de la valeur ajoutée produite au cours de cette période (et non plus la période précédente). Le montant de l'acompte est alors égal au montant du supplément d'imposition.
- ❺ **La valeur ajoutée servant au calcul du plafonnement doit être déterminée hors TVA.**
Les renseignements comptables à fournir sont ceux retenus pour la détermination du résultat d'exploitation imposable en France, pour 1997. Ils devront, le cas échéant, tenir compte des rectifications définitivement arrêtées ou acceptées à la suite des contrôles effectués par le Service des impôts.
Les éléments se rapportant aux exportations faites à partir des établissements situés en France **doivent être compris** dans la valeur ajoutée de l'entreprise.
- ❻ Indiquer les autres produits et charges d'exploitation à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée à l'**exclusion** de ceux d'entre eux se rapportant à des EXERCICES ANTERIEURS. En outre, les entreprises soumises au régime simplifié d'imposition devront **exclure** d'une part, de ces produits et charges, les résultats réalisés dans le cadre d'une société de participation (résultats sur opérations faites en commun), d'autre part, des produits d'exploitation, les reprises sur amortissements et provisions et les transferts de charges.
- ❼ Inclure les produits des opérations de crédit-bail réalisées par les entreprises qui donnent des biens en crédit-bail.
- ❽ **Porter la valeur des stocks avant déduction de la provision pour dépréciation.**
- ❾ Exclure les loyers des biens pris en crédit-bail, les loyers des biens corporels (mobiliers ou immobiliers) pris en location pour une durée de plus de six mois et les redevances afférentes à ces mêmes biens résultant d'une convention de location-gérance (art. 1647 B sexies II.2, deuxième alinéa du Code général des impôts).
- ❿ Se rapporter aux tableaux annexés à la déclaration de résultats n° 2031 ou 2065 :
• régime réel normal : tableau n° 2052, ligne GE ;
• régime réel simplifié : tableau n° 2033 B, ligne 262.
Il s'agit notamment :
- des redevances de concessions versées (brevets, licences, marques, procédés de droits similaires) ;
- des jetons de présence ;
- des pertes sur créances irrécouvrables (comptabilisées au poste 654).
- ⓫ Porter le montant des taxes et contributions (à l'exception des taxes parafiscales) [joindre une liste de ces impositions précisant leur montant].
- ⓬ À compléter par les entreprises qui donnent des biens en crédit-bail ou celles qui donnent à un assujetti à la taxe professionnelle des biens corporels en location pour une durée de plus de six mois ou qui donne ces mêmes biens en location-gérance : dans ces cas, les entreprises peuvent déduire les dotations aux amortissements linéaires et dégressifs, autres que ceux comptabilisés en amortissements dérogatoires se rapportant aux biens loués.
- ⓭ À compléter par les entreprises tenant leur comptabilité « TVA comprise ».
- ⓮ Cette rubrique concerne les titulaires de bénéfices non commerciaux qui détiennent des stocks dans le cadre d'une activité commerciale accessoire. L'augmentation du niveau des stocks constatée à l'issue de l'année vient en diminution des charges ; *a contrario*, la diminution du niveau des stocks constatée à l'issue de l'année s'ajoute aux charges.
- ⓯ Ces montants, à l'exclusion des frais forfaitaires de déplacement, extraits de la déclaration n° 2035, doivent être **diminués** de la quote-part des **dépenses personnelles**.
- ⓰ Inscrire dans cette colonne 4, en regard de chacun des établissements imposés, le total des cotisations figurant sur la **ligne 26** de l'avis d'imposition n° 1325 de taxe professionnelle de 1999 propre à l'établissement en y ajoutant le cas échéant le dégrèvement « camion » et « autocar » porté ligne 8 du même avis, y compris, le cas échéant, les cotisations supplémentaires mises en recouvrement au titre de la même année.
- ⓱ Reporter la cotisation de référence dont le montant figure sur l'avis d'imposition n° 1325 (out-39) [case 46 ou 47 si déclaration en euros]. La cotisation de référence a été calculée en faisant abstraction des exonérations indiquées au renvoi ❸ de l'avis d'imposition 1999 n° 1325.
- ⓲ Il s'agit des dégrèvements obtenus ou demandés qui se calculent au niveau de l'établissement (cessation de toute activité dans l'établissement, erreur affectant la base d'imposition...), à l'exclusion du dégrèvement « camion » ou « autocar ».
- ⓳ Indiquer le montant total des dégrèvements (autres que les dégrèvements visés au renvoi ❶ ci-dessus), obtenus ou demandés au niveau de l'entreprise (allègement transitoire, dégrèvements pour réduction d'activité).
S'agissant de l'allègement transitoire, reporter le montant mentionné sur la **ligne 27** de l'avis d'imposition de 1999 si l'entreprise ne dispose que d'un seul établissement ou sur la ligne 5 du cadre C de la fiche de calcul n° 1326-TP si l'entreprise est taxée à raison de plusieurs établissements.
- ⓴ **Sanctions** : en application des dispositions de l'article 1762 octies du Code général des impôts, le défaut de production de la déclaration ou le défaut ou l'insuffisance de paiement de l'acompte ou du solde dans les délais prévus à l'article 1679 septies, les omissions ou inexactitudes relevées dans les renseignements devant figurer dans la déclaration entraînent, outre l'application de l'intérêt de retard, une majoration égale à 10 % des droits mis à la charge de l'entreprise ou résultant de la déclaration tardive.
- Remarque :** compte tenu des modalités particulières retenues pour la détermination de leur valeur ajoutée, les établissements de crédit, les entreprises d'assurances, de capitalisation et de réassurance de toute nature adapteront cette fiche à leur situation propre.

La loi n° 78-17 du 8 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire.
Elle garantit un droit d'accès et de rectification, pour les données vous concernant, auprès du Centre des impôts destinataire de votre déclaration.